

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE L'AUBE

Climat : des solutions existent mais la course aux rendements bruts persiste

Invité par l'Université populaire de l'Aube, le journaliste Gérard Le Puill, ancien directeur de « La Terre », a rappelé le rôle des transports dans les émissions de gaz à effet de serre.

Je pense qu'avec un réchauffement de 3 à 4°C avant la fin du siècle en cours, on peut aller vers un effondrement des sociétés», assène Gérard Le Puill en introduction de sa conférence. Pour le journaliste agricole de « L'Humanité », ancien directeur de « La Terre », l'écologie n'est pas une option. Invité par l'Université populaire de l'Aube, vendredi 6 novembre, à la Maison du patrimoine du Grand Troyes, à Saint-Julien-les-Villas, Gérard Le Puill a détaillé son analyse de la situation et les solutions qu'il préconise.

35 millions de voitures

Quelques chiffres pour rendre compte de l'ampleur du problème : le monde compte aujourd'hui 7,5 milliards d'habitants et plus d'un milliard et demi de voitures individuelles, « sans compter les camions et les utilitaires ».

En France, l'urbanisation grignote 70 000 hectares de terres agricoles chaque année et 35 millions de voitures se partagent les routes. « Si on veut réduire les émissions de gaz à effet de serre, il faut commencer par réduire les transports ». Les transports sont responsables de 28 % des émissions françaises, l'habitat et les bureaux, de 19 %, de même que



Le journaliste Gérard Le Puill, vendredi 6 novembre, à Saint-Julien-les-Villas.

l'agriculture, pour laquelle « il y a des marges », et l'industrie de 17 à 17,5 %. Mais le bilan de l'industrie « est truqué parce que beaucoup de productions ont été délocalisées ».

Le contenu de l'assiette

Pour Gérard Le Puill, le système de production actuel est trop « gourmand en matières premières » alors que « nous entrons dans un monde fini ». La question qui se pose c'est : « Comment changer tout

ça ? » Et la réponse « commence par la manière de faire ses courses », en d'autres termes, il faut « s'interroger sur le contenu de son assiette ». Les tomates et les melons venus du Maroc, par exemple, « font plus de 2 000 km en camion », et contiennent de l'eau qui provient de nappes phréatiques fossiles, en bordure du désert, qui ne seront plus disponibles pour les générations futures.

Au fil d'une intervention émaillée

d'exemples, le journaliste agricole esquisse ses réponses. Et la première est qu'il faut « revenir à plus de produits de proximité ». La région parisienne concentre 12 % des consommateurs français, mais ne consacre qu'un demi-pour cent de sa surface agricole au maraîchage.

Et pourtant, « des solutions existent mais la course aux rendements bruts persiste ». Le choix de l'Allemagne de sortir du nucléaire, par exemple, implique « des effets pervers dans l'agriculture », puisque « 400 000 hectares de maïs sont cultivés pour aller directement dans les méthaniseurs ». Le souci, finalement, est que « c'est dans les têtes que ça freine ».

« Il faut toujours des pionniers pour montrer la voie »

Pour Gérard Le Puill, « il y a des choses qui s'inventent, et qui continueront à s'inventer », mais il faut réussir à changer les mentalités, parce que s'il « faut toujours des pionniers pour montrer la voie, parfois derrière, ça ne suit pas ».

Plusieurs interventions ont suivi celle de Gérard Le Puill, dont celle de Didier Marteau. Le président de la chambre d'agriculture de l'Aube a évoqué les progrès effectués par l'agriculture, en particulier au ni-



« Ce n'est pas si simple. Aujourd'hui, l'agriculteur n'a aucun intérêt à polluer, c'est une perte sèche. » Didier Marteau

veau de l'azote, « on le gère mieux aujourd'hui », a-t-il insisté. « On a fait beaucoup de progrès, on ne laboure presque plus », a-t-il continué, refusant d'opposer les différents types d'agriculture. En conclusion du débat, Gérard Le Puill a rappelé que s'il faut « tout faire pour éviter le réchauffement climatique, il faut tout faire pour éviter que ce soient les plus pauvres qui paient l'addition, et le risque, il est quand même là ».

YANN TOURBE

LE GNR TRACTO+ HIVER (-24°) EST ARRIVÉ !

CARBURANTS

GUERIN & FILS

AGRICULTEURS renseignez-vous

Le GNR TRACTO Nouvelle technologie

03 25 37 84 64

ARCIS-SUR-AUBE - www.fioul-guerinnetils.com

FILIÈRE LAIT

Pour Thierry Pouch, la crise laitière pose « de redoutables problèmes »

« S'il n'y a pas de reprise de la demande en lait, il risque d'y avoir une surproduction chronique pendant plusieurs années, seuls les producteurs les plus résistants seront préservés », note l'économiste Thierry Pouch, responsable du service études, références et prospective de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture. Thierry Pouch, qui doit intervenir jeudi 12 novembre lors de la commission élevage de la chambre d'agriculture de l'Aube, affiche un « pessimisme mesuré » quant aux perspectives de la filière lait française. L'Aube comptait, à la fin 2014, 133 élevages laitiers (contre 266 il y a dix ans) et 125 élevages mixtes lait-viande (216 en 2004).

« C'est peu, mais ça maintient une activité économique sur les territoires », commente l'économiste, pour qui la crise laitière pose « de redoutables problèmes ».

Embargo russe, ralentissement chinois et fin des quotas

Depuis 2014, les prix du lait se sont effondrés sur les marchés mondiaux. L'Union européenne, qui reste le premier producteur mondial (220 Mt sur 747 en 2013), continue d'augmenter sa production depuis la fin des quotas : +28 % attendus en Irlande à l'horizon 2024, +17 % aux Pays-Bas, +15 % en Pologne, +10 % en Allemagne et presque +9 % en France. Et tout cela, alors même que deux

phénomènes viennent exacerber la concurrence. L'embargo russe contribue à engorger le marché communautaire, et le ralentissement chinois force la Nouvelle-Zélande, premier exportateur mondial, à chercher de nouveaux marchés, par exemple en Algérie, où elle concurrence les productions européennes. Face à cette crise, plus structurelle que conjoncturelle, se pose la question de la réorganisation de la filière : il y a plus de 300 organismes de collecte en France. « Il faut voir aussi si les exploitants ne peuvent pas négocier avec les fournisseurs d'aliments », continue l'économiste. Sans oublier les accords de libre-échange, qui peuvent être « dangereux pour l'élevage ».

Même s'ils ouvrent aussi des opportunités. Le système de quotas « très strict » du Canada, par exemple, permet tout de même aux industriels de se fournir « à 3,5 % sur les marchés étrangers ». Pour amortir la crise, le système d'assurances-marges américain peut être une source d'inspiration, même s'il ne faut pas oublier que 80 % du budget américain sur l'agriculture « va à l'aide alimentaire ». Pour Thierry Pouch, « il y a une réflexion à mener sur la montée en gamme de nos produits laitiers ». Il y a des marchés en Afrique du Nord ou subsaharienne. Mais il faut « une réflexion stratégique », et « il faut que les décideurs s'entourent d'économistes ».

YI.

Martel

Contact : F. BASTIEN

06 09 63 01 31

TRACTEURS

DEUTZ FAHR, TTV620, 2013	1 600 heures
FENDT, 410 VARIO, 2005	6 200 heures
FENDT, 516 PROFI, 2014	850 heures
FENDT, 820 VARIO, 2007	3 800 heures
FENDT, 824 PROFI+, 2013	880 heures
FENDT, 826 PROFI+, 2014	1 200 heures
FENDT, 920 TMS, 2005	6 800 heures
FENDT, 724 PROFI+, 2013	1 200 heures
JOHN DEERE, 6830, 2007	4 400 heures
JOHN DEERE, 7530, 2010	3 000 heures

AUTOMOTEUR

ARTEC, F40 5000L, 2013	700 heures
ARTEC, F40, 2010	1 500 heures

1333084000V